

"La réalité européenne" dans L'Aveyron libre (15 mai 1948)

Légende: Le 15 mai 1948, Paul Ramadier, ancien président du Conseil des ministres français, décrit dans les colonnes de l'hebdomadaire L'Aveyron libre, organe de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), les conceptions idéologiques qui divisent les unionistes et les fédéralistes en matière d'intégration européenne.

Source: L'Aveyron libre. 15.05.1948, n° 128. Rodez.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_realite_europeenne"_dans_l_aveyron_libre_15_mai_1948-fr-cbda6a42-fa5a-4a16-8c00-d8725c1d0868.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

La réalité européenne

par Paul RAMADIER

Me voici à La Haye, à la veille du congrès où les diverses associations européennes pour l'union de l'Europe vont confronter leurs points de vue.

Nous nous trouvons devant le risque de deux excès: les uns, soucieux de maintenir la force des nations, ne conçoivent pas que leur souveraineté soit sacrifiée; les autres, emportés par un zèle enthousiaste, veulent, au contraire, — et tout de suite — créer un État fédéral où l'autorité centrale aurait une large compétence de décision.

Les premiers ne sont pas tous inspirés par les mêmes préoccupations. Il y en a chez qui l'inspiration est purement chauvine; le souci de maintenir cette création de l'histoire que sont les nations, de sauvegarder des traditions glorieuses, des prestiges et des orgueils collectifs les conduit à méconnaître la réalité contemporaine. Les nations ont brisé la rude et dure carapace féodale qui enveloppait la vieille Europe. Elles ont, par une sorte de concurrence dans l'expansion, propagé la civilisation européenne jusqu'aux extrémités du monde. Mais leur réalité a ensanglanté le continent et le rêve hitlérien d'hégémonie européenne est le dernier soubresaut de ce nationalisme poussé jusqu'au racisme, de cette vanité chauvine de commandement, poussée au-delà de la tyrannie, jusqu'à la barbarie destructrice.

L'odieux qui s'attache aux années d'occupation et de massacre a frappé le chauvinisme d'un coup mortel. Il est clair, en ce milieu du XXe siècle que les grandes Nations que le XIXe siècle a bâties de la poussière des principautés ne sont plus à la mesure des vitesses modernes. L'économie qui s'était dilatée dans l'aire élargie des Royaumes et des Républiques est maintenant confinée dans un espace trop étroit pour les techniques récentes.

Le chauvinisme n'est plus que la fleur desséchée des vieilles patries. Tout homme conscient des réalités modernes comprend qu'il faut les dépasser.

Singulièrement plus instructive est la résistance de ceux qui résistent au nom des réalités. Les nations n'ont pas eu seulement leur grandeur sur la terre d'Europe; elles ont répandu leur influence à travers le monde entier et cette expression a laissé subsister des liens étroits, les uns politiques, les autres, plus nombreux encore, d'ordre économique, sans lequel l'Europe serait atrophiée et mutilée. Elles ont créé entre elles des relations étroites, qui se sont traduites dans un réseau serré de conventions bilatérales, multilatérales, générales, qui ont établi un équilibre, organisé une vie commune, dans une complexité qui ne satisfait pas toujours la logique, avec des lacunes qui offrent des dangers, avec des risques de rivalité et d'hostilité, mais cependant une vie intense où s'est formé et développé l'esprit européen. Les nations enfin, instruites par les leçons de deux guerres mondiales, ont compris la nécessité d'une règle à l'échelle des communications internationales modernes; elles ont tenté, avec la SDN, avec l'ONU, de créer une légalité humaine, garantie de la paix: tentatives dont l'efficacité politique s'est révélée insuffisante, mais qui ont tout de même fait naître la conception d'un idéal humain, d'une universalité à laquelle n'échappe aucune activité, ni aucun danger sur l'ensemble de la terre.

Ce sont là des réalités avec lesquelles il faut compter. Les détruire par une sorte d'opération chirurgicale, n'est-ce pas priver l'Europe de ce qui fait sa force et forme les premiers linéaments de son unité? Il est probable, il est certain que ces liens ne suffisent ni à la restauration européenne, ni au progrès de sa prospérité, ni à son unité politique. Mais on ne saurait nier que si la réalité doit évoluer, il serait dangereux de n'en pas tenir compte.

Le pacte de Bruxelles, puis l'accord économique de Paris ont tenu un compte exact de cette réalité et ont réalisé un progrès sensible, en respectant tous les liens préexistants et la notion même de souveraineté nationale. Ce serait folie de ne pas connaître la valeur de l'œuvre accomplie par nos ministres des Affaires étrangères, pire folie encore de n'y point trouver les traits essentiels de l'Union européenne: objet économique, social, culturel, politique, à distance mutuelle, un Conseil européen permanent, des procédures

d'arbitrage et de conciliation pour régler les différends.

Cependant si le pacte de Bruxelles préfigure l'Europe, il est certain qu'il ne la fonde pas. D'abord, parce qu'il est limité à cinq pays et ne prévoit pas d'accession automatique: son aire d'extension est à peu près celle de Constance Chlore et des empereurs de Trèves: ce n'est évidemment pas l'Europe. L'extension ne peut pas être instantanée et inconditionnée, mais il faut qu'elle soit prévue et voulue. Toutes les démocraties européennes qui y consentent doivent progressivement s'y intégrer.

Ensuite parce que le respect des souverainetés a subordonné toute initiative à un accord, c'est-à-dire laissé le Conseil sans pouvoir de décision à la majorité. Tant que le congrès européen n'aura pas, dans une compétence limitée aux intérêts communs de l'Europe, pouvoir autonome de décider, l'Europe sera préfigurée, préparée: elle ne sera pas faite.

On n'est pas pleinement réaliste, si l'on ne se rend compte en même temps de l'inappréciable valeur du pacte de Bruxelles et de ses lacunes. C'est le début de l'évolution; ce n'en est pas le terme.

Parce que nous ne sommes pas au terme, certains enthousiastes pensent qu'il faut faire hardiment table rase et bâtir un édifice audacieusement neuf. On les appelle fédéralistes, pour caractériser leur volonté systématique.

Ils débutent par une sorte de coup d'État international qui jette par terre tous les pactes et tous les traités, renverse les souverainetés nationales et nargue les droits reconnus des nations tierces, rétives à l'Union ou extra-européennes.

On peut rendre hommage à la générosité de leurs intentions et à certaines de leurs idées qui appuient la nouvelle Europe sur les organisations syndicales de chaque pays. Mais il faut souligner les dangers que comportent de telles conceptions.

Renier les contrats internationaux, c'est imprégner la jeune Europe d'un mépris orgueilleux du passé et du droit international; c'est la draper dans un nouveau chauvinisme, altier et par conséquent agressif; c'est injecter dans un corps fait pour la paix et la défense, un virus guerrier, qui peut le corrompre.

Commencer l'Europe nouvelle sur une sorte de coup d'État contre le pays, c'est détruire sans être assuré de reconstruire. Car, les États détruits, la construction internationale devient impossible. Le château n'est plus qu'un rêve brillant, flottant sur les nuages.